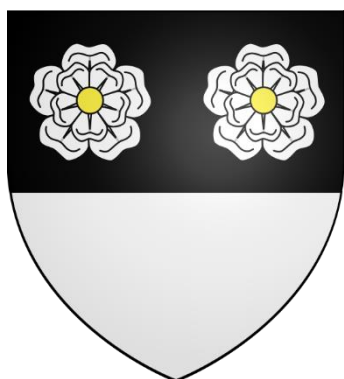


Règlement de consultation

Aménagement de la rue d'Obernai

**Maître d'ouvrage :**

Commune de BOURGHEIM
1 Grand rue de la Kirneck
67140 BOURGHEIM

Tel: 03 88 08 92 61

E-mail: mairie@bourgheim.fr

Date limite de réception des offres : 17 juin 2025 à 15h00

**elligeo.fr**

Siège social
1 rue de Pully
67210 OBERNAI
03 88 95 64 51
obernai@elligeo.fr

Agence de Benfeld
3d rue du Château
67230 BENFELD
03 88 74 43 98
benfeld@elligeo.fr

Agence de Molsheim
9 rue Jean-Marie Lehn
67120 MOLSHEIM
03 88 38 00 04
molsheim@elligeo.fr



SOMMAIRE

<u>Chapitre 1 : Objet de la consultation</u>	<u>1</u>
<u>Chapitre 2 : Conditions de la consultation</u>	<u>1</u>
Article 2.1/ Etendue et mode de la consultation	1
Article 2.2/ Décomposition en tranches et en lots	1
2.2.1/ Décomposition en lots.....	1
2.2.2/ Décomposition en tranches	1
Article 2.3/ Conditions de participation en cas de groupement des candidatures ou des offres	2
Article 2.4/ Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	2
Article 2.5/ Solutions de base, prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	2
Article 2.6/ Variantes	2
Article 2.7/ Mode de règlement	2
Article 2.8/ Délai d'exécution	2
Article 2.9/ Modifications de détail au dossier de consultation	2
Article 2.10/ Délai de validité des offres.....	2
Article 2.11/ Propriété intellectuelle des projets.....	3
Article 2.12/ Mesures particulières en matière de sécurité et protection de la santé des travailleurs	3
2.12.1/ Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (P.G.C.)	3
2.12.2/ Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (P.P.S.P.S.) ..	3
Article 2.13/ Mesures particulières concernant la propreté en site urbain	3
Article 2.14/ Unités monétaires.....	3
2.14.1/ Définitions générales.....	3
2.14.2/ Remise des offres	3
2.14.3/ Jugement des offres	3
<u>Chapitre 3 : Présentation des offres.....</u>	<u>3</u>
Article 3.1/ Dossier à remettre par les candidats	3
Article 3.2/ PROJET DE MARCHE FORMANT L'OFFRE	5
3.2.1/ Composition du projet de marché.....	5
3.2.2/ Variantes.....	6
<u>Chapitre 4 : Elimination des candidats – Jugement des offres</u>	<u>6</u>
Article 4.1/ Elimination des candidats.....	6
Article 4.2/ Jugement des offres	7
<u>Chapitre 5 : Conditions d'envoi ou de remise des offres.....</u>	<u>8</u>
Article 5.1/ Conditions d'envoi.....	8
Article 5.2/ Obtention du dossier	9
<u>Chapitre 6 : Renseignements complémentaires</u>	<u>9</u>
Article 6.1/ Demande de renseignements	9
Article 6.2/ Visite sur site et/ou consultation sur place	9

Chapitre 1 : Objet de la consultation

Les prestations, objet du présent marché, concernent les travaux nécessaires à l'aménagement de la rue d'Obernai à BOURGHEIM (67140).

Ces travaux comprennent notamment :

- la démolition et le rabotage de matériaux enrobés,
- le décaissement aux engins mécaniques,
- la fourniture et mise en œuvre de matériaux de structure,
- l'assainissement pluvial,
- la fourniture et pose de maçonneries,
- la mise à niveau des pièces de voirie,
- la fourniture et mise en œuvre des revêtements,
- la signalisation horizontale et verticale.

Chapitre 2 : Conditions de la consultation

Article 2.1/ Etendue et mode de la consultation

La présente consultation relève d'une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-4 à 6 du Code de la commande publique.

Par le biais de la plateforme de dématérialisation, l'acheteur met à disposition de tout candidat, un dossier de consultation comprenant le présent règlement de consultation, au minimum.

Les procédures d'ouverture du pli contenant les candidatures et les offres sont réalisées par le maire ou ses services ou par un prestataire de l'acheteur, délégataire de cette mission dans le cadre de son marché.

Le maire fait procéder ensuite à l'analyse des offres.

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier et décide des concurrents admis.

Toutefois, l'acheteur se réserve la faculté d'attribuer le marché sur la base des offres qui seront remises dans le cadre de la présente consultation sans le négociateur.

A l'issue de la négociation, l'attribution du marché de travaux est prononcée par l'acheteur.

L'acheteur peut également déclarer la procédure de passation infructueuse, motivé soit par l'absence d'offres régulières, soit par l'absence d'offres conformes aux crédits budgétaires votés par l'assemblée délibérante.

Si la procédure est déclarée infructueuse, l'acheteur peut relancer une procédure de passation en respectant des modalités de passation identiques à celles prévues pour la procédure initiale.

Le maire peut également déclarer la procédure de passation sans suite pour un motif d'intérêt général.

Le maire peut solliciter l'avis d'un organe collégial, avant sa prise de décision. Il peut également solliciter l'organe collégial pour accompagner les procédures d'ouverture des plis.

Cet organe collégial peut être limité à deux ou trois personnes, dont les membres sont choisis par le maire, en fonction de leur compétence, de leur spécialité ou leur statut.

Cet organe collégial peut être la commission d'appel d'offres de l'acheteur.

Article 2.2/ Décomposition en tranches et en lots

2.2.1/ Décomposition en lots

Les travaux ne sont pas allotés.

2.2.2/ Décomposition en tranches

L'aménagement se compose d'une tranche unique de travaux.

Article 2.3/ Conditions de participation en cas de groupement des candidatures ou des offres

Un même candidat ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Un candidat ne peut se présenter pour le marché en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou de plusieurs groupements.

Le marché sera attribué soit à une seule entreprise, soit à un groupement d'entreprises solidaires.

Article 2.4/ Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières qu'en cas de variante.

Article 2.5/ Solutions de base, prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le dossier de consultation comporte une solution de base et deux prestations supplémentaires éventuelles. Les candidats devront obligatoirement répondre à la solution de base et aux deux prestations supplémentaires éventuelles.

Article 2.6/ Variantes

Le dossier de consultation des entreprises comporte une solution de base pour l'ensemble du projet. Les entreprises devront répondre obligatoirement à cette solution de base.

Chaque entreprise peut présenter des propositions supplémentaires comportant des variantes techniques dérogeant aux dispositions du CCTP et ses pièces annexes.

Dans le cas où le candidat proposerait une variante fondée sur une norme étrangère dans les conditions prévues au décret 2009-697 du 16 juin 2009, il fournira, en langue française, tous les documents permettant d'apprécier l'équivalence avec la norme française homologuée correspondante.

Aucune variante concernant le CCAP ne pourra être proposée.

Article 2.7/ Mode de règlement

Le mode de règlement choisi par l'acheteur est le virement.

Toutefois, une offre incluant une variante par rapport au mode de règlement tel que défini ci-dessus, fait l'objet d'un examen dès lors que le candidat a également remis une offre comportant le mode de règlement prévu par l'acheteur.

Article 2.8/ Délai d'exécution

Le délai d'exécution maximal est fixé dans l'acte d'engagement. Le candidat peut proposer un délai inférieur à celui-ci.

Article 2.9/ Modifications de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve la possibilité d'apporter au plus tard 10 (dix) jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail du dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Article 2.10/ Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé dans l'acte d'engagement. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres. En cas de négociation, le début du délai est fixé à compter de la date de remise de l'offre négociée.

Article 2.11/ Propriété intellectuelle des projets

Tous les éléments contenus dans les offres des différents candidats seront traités comme confidentiels par l'acheteur.

Article 2.12/ Mesures particulières en matière de sécurité et protection de la santé des travailleurs

2.12.1/ Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (P.G.C.)

Sans objet.

2.12.2/ Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (P.P.S.P.S.)

Sans objet.

Article 2.13/ Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté.

Les prestations de propreté font l'objet de postes spécifiques portés au bordereau des prix et détail estimatif ou dans la décomposition du prix global forfaitaire.

Article 2.14/ Unités monétaires

2.14.1/ Définitions générales

L'unité monétaire pour l'exécution du présent marché (calcul des acomptes et du solde, détermination des "nets à payer", etc.) est appelée monnaie de compte dans l'ensemble des pièces du présent dossier.

L'unité monétaire, dans laquelle chaque candidat ou sous-traitant souhaite être réglé, est appelée monnaie de paiement dans l'ensemble des pièces du présent dossier.

Le maître de l'ouvrage choisit comme monnaie de compte l'euro.

2.14.2/ Remise des offres

Chaque candidat remet son offre dans l'unité monétaire euro.

Le montant de l'offre est calculé à partir des quantités figurant au détail estimatif.

Tous les montants liés à la sous-traitance doivent être libellés en euro.

2.14.3/ Jugement des offres

Le montant de l'offre est recalculé à partir des quantités figurant au détail estimatif et des prix unitaires inscrits en toutes lettres au bordereau des prix unitaires.

Chapitre 3 : Présentation des offres

Le Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.) est remis à chaque candidat. Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés ou, dans le cas contraire, ces documents doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée par un traducteur assermenté.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Article 3.1/ Dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Une déclaration conforme aux modèles cités ci-après, pour chacune des entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché, les candidats rempliront intégralement, pour les clauses les concernant, toutes les

rubriques des modèles intitulés « Lettre de candidature » et « Déclaration du candidat ». (à cet effet il peut être utilisé les modèles DC1 et DC2 à jour).

La déclaration du candidat détermine les conditions de participation (critères de sélection des candidatures) suivants :

- identification juridique du candidat individuel ou membre du groupement,
- engagement du candidat individuel ou membre du groupement,
- capacités professionnelles, économiques et financières de l'entreprise,
- les déclarations et attestations sur l'honneur du candidat de :
 - ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du Code pénal : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1, ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne,
 - ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du Code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne,
 - ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du Code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne,
 - ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 620-1 du Code de commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger,
 - ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L. 625-2 du Code de commerce, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger,
 - ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L. 620-1 du Code de commerce, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché,
 - avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement,
 - être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.323-1 et, L.323-8-2 ou L.323-8-5, du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés,
- pour les candidats employant des salariés :
 - une attestation du candidat que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1, L.3243-2, L.3243-4 et L.1221-13 à L.1221-15 du Code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France,
- capacité économique et financière :
 - chiffre d'affaires global des trois derniers exercices clos,
 - part du chiffre d'affaires concernant les travaux auxquels se réfère le marché pour les trois derniers exercices clos,
 - déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels,
 - bilans ou extraits de bilans, concernant les opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi,
- capacité technique :
 - déclaration du candidat indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
 - présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyées d'attestation de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations

indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin,

- déclaration indiquant l'outillage, matériel et équipement dont l'entrepreneur dispose pour l'exécution de l'ouvrage objet de la présente consultation,
- certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat,

Selon les dispositions de l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, les candidats peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'acheteur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui ne saurait être supérieur à dix jours.

En outre, le candidat peut produire des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature. Dans cette situation, le candidat produit les documents et informations listés dans le présent article relatifs à ou aux opérateurs économiques qui accompagne(nt) le candidat.

Les opérateurs économiques qui accompagnent le candidat se présentent, en outre, dans la lettre de candidature.

Article 3.2/ PROJET DE MARCHE FORMANT L'OFFRE

3.2.1 / Composition du projet de marché

Le projet de marché se compose des pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation,
- un acte d'engagement par lot auquel le candidat soumissionne : à compléter (éventuellement un formulaire ATTRI 1 en complément), à dater et à signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché ou par le mandataire seulement si le mandat est joint, à la déclaration visée au 3.1 du présent article. Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants (DC4) et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe de l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial). Que les sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder
- le cahier des clauses administratives particulières,
- le(s) cahier(s) des clauses techniques particulières,
- le détail quantitatif et estimatif : à compléter sans aucune modification, à parapher, à dater et à signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'(des) entreprise(s),
- le bordereau des prix unitaires : à compléter sans aucune modification, à parapher, à dater et à signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'(des) entreprise(s),
- le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.), si un tel plan est établi par le CSPS,
- les déclarations de travaux,
- le(s) plan(s) technique(s),
- un mémoire technique, justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux, sachant que ce document aura un caractère contractuel pour l'attributaire du marché, comprenant :
 - la méthodologie détaillée que le candidat compte adopter pour l'exécution des travaux
 - les procédés d'exécution des diverses prestations

- les qualifications des personnels affectés à cette mission (avec CV) et tout autre élément que le candidat jugera utile d'apporter
- les fiches techniques des matériaux à mettre en œuvre
- les outils de formalisation et de visualisation (format DWG, Excel, Word, etc.)
- un planning des travaux précisant l'enchaînement des tâches
- un cadre en annexe au mémoire technique à compléter obligatoirement

3.2.2/ Variantes

Les candidats qui proposent des variantes présenteront un dossier général « Variantes » comportant un sous dossier particulier pour chaque variante limitée qu'ils proposent. Le prix de chaque variante devra être présenté sous la forme d'un acte d'engagement spécifique (numéroté, paraphé, daté et signé) qui indiquera le prix de cette variante.

En complément, ils fourniront pour expliciter le prix de cette variante :

- un état des prix forfaitaires,
- un bordereau des prix unitaires,
- un détail quantitatif et estimatif,
- une décomposition des prix forfaitaires,
- un sous-détail des prix unitaires,
- une décomposition du prix global forfaitaire,

Les candidats indiqueront également :

- à titre exceptionnel, les adaptations à apporter éventuellement au cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- les modifications du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et des pièces annexes qui sont nécessaires pour l'adapter à chaque variante proposée.

Chapitre 4 : Elimination des candidats – Jugement des offres

Article 4.1/ Elimination des candidats

Lors de l'ouverture de l'offre, les conditions d'élimination et critères de jugement des capacités des candidats seront les suivants :

- candidats dont les garanties professionnelles et financières par rapport à la prestation, objet de la consultation, sont insuffisantes,
- candidats dont les capacités techniques sont jugées insuffisantes,
- candidats n'ayant pas chiffré la (ou les) prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s),
- candidats dont le bordereau des prix unitaires n'est pas rempli en toutes lettres,
- candidats ayant apporté des modifications au bordereau des prix unitaires ou au détail quantitatif et estimatif.

Article 4.2/ Jugement des offres

Une offre ne pourra être prise en considération qu'à la condition formelle que l'état annuel des certificats reçus ou que l'ensemble des attestations, certificats et déclarations prévues aux articles R.2144-1 à 7 du Code de la commande publique soit fourni dans les dix jours à compter de la réception de la demande écrite de l'acheteur. Ces conditions prévoient notamment :

- l'examen de la conformité des réponses aux documents de consultation,
- la prise en compte des critères de jugement énumérés ci-après.

Les critères retenus pour le jugement des offres seront pondérés de la façon suivante :

- Le prix des prestations : 60 % de la note globale calculé comme suit :
$$(2 - (\text{offre analysée}) / \text{Prix de l'offre la plus basse}) \times 20 = \text{une note sur 20 avec un minimum de 0}$$
- La valeur technique des prestations (note sur 20): 40 % de la note globale décomposé comme suit :
 - 5 points maximum pour les moyens humains et matériels affectés au chantier
 - 6 points maximum pour les performances en matière de protection de l'environnement
 - 2 points maximum pour les procédés d'exécution particuliers
 - 7 points maximum pour l'organisation particulière du chantier

Le tout noté sur 20.

Pour apprécier le critère « Prix des prestations », il sera tenu compte des renseignements donnés par le candidat dans le bordereau de prix unitaires et le détail quantitatif et estimatif.

Pour apprécier le critère « Valeur technique », il sera notamment tenu compte des renseignements fournis par le candidat dans le mémoire technique et du contenu de la documentation technique. L'absence de renseignements aura pour effet de ne pas permettre la valorisation de la note de valeur technique attribuée à l'offre.

Les offres seront classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée sera retenue par le représentant de l'acheteur.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le présent règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en toutes lettres sur le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans un détail quantitatif et estimatif joint à l'offre seront également rectifiées sur la base des prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires. C'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

Le candidat dont l'offre comporte de telles erreurs sera invité à mettre en cohérence le détail quantitatif et estimatif avec le bordereau des prix unitaires. En cas de refus de sa part, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaire.

Chapitre 5 : Conditions d'envoi ou de remise des offres

Article 5.1/ Conditions d'envoi

Aucune remise d'offre n'est admise par voie postale ou par dépôt. Toute offre transmise par ce biais est considérée comme irrégulière hormis celles transmises à titre de « copie de sauvegarde » au regard des dispositions de l'article R.2132-11 du Code de la commande publique.

La transmission des offres sous forme dématérialisée est acceptée sur le site :

<https://alsacemarchespublics.eu>

Les offres devront avoir été réceptionnées : 17 juin 2025 à 15h00 sur la plateforme :

<https://alsacemarchespublics.eu>

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Commune de BOURGHEIM

1 Grand rue de la Kirneck

67140 BOURGHEIM

Les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Portable Document Format (*.pdf);
- Applications bureautiques (*.doc, *.xls, *.ppt);
- Rich Text Format (*.rtf);
- Images (*.jpg, *.gif, *.png);
- Plans (*.dwg, *.dxf)

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les fichiers comportant les extensions suivantes ne doivent pas être utilisés par le soumissionnaire : *.exe, *.vbs, *.com, *.bat, *.scr, *.tar. Les fichiers dont le format est autorisé ne doivent pas contenir de macros.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site internet de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Article 5.2/ Obtention du dossier

Le dossier de consultation peut être téléchargé à l'adresse du profil acheteur (URL) :
<https://alsacemarchespublics.eu>

Remarque : L'inscription sur le profil acheteur permettra au candidat d'être informé des éventuelles modifications du dossier de consultation et des réponses qui seront apportées aux éventuelles questions des candidats.

Chapitre 6 : Renseignements complémentaires

Article 6.1/ Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard huit jours ouvrés avant la date limite de remise des offres, une demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur, dont l'adresse URL est la suivante :
<https://alsacemarchespublics.eu>

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, six jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Article 6.2/ Visite sur site et/ou consultation sur place

Il est vivement conseillé aux candidats de visiter le site avant de déposer leur offre.

A, le.....
Signature de l'entrepreneur, mention manuscrite « lu et approuvé »